

Paris, le 22 septembre 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rentrée sociale 2017-2018

Des espérances ou « désespérance » ?

Nouvelle équipe au pouvoir, nouvelles priorités affichées, nouvelle volonté de penser les réformes, d'impliquer la société civile... le quinquennat qui vient de débiter représentait, au lendemain de l'élection, un espoir pour les acteurs associatifs des solidarités réunis au sein de l'Uniopss. Quelques mois plus tard, l'inquiétude et l'incertitude dominant.

Après avoir été invitée à Matignon, aux côtés de plusieurs autres acteurs associatifs pour des groupes de travail ouvrant une concertation pour une future stratégie de lutte contre l'exclusion, et après une déclaration du Premier ministre sur le sujet sans mesures significatives annoncées, l'Uniopss a tenu sa conférence annuelle de rentrée sociale, le 21 septembre.

L'Union a fait part de ses doutes et de ses inquiétudes, devant les premières mesures gouvernementales du nouveau quinquennat. Comme l'a souligné Patrick Doutreligne, président de l'Uniopss, si les nouvelles ambitions et priorités d'Emmanuel Macron avaient suscité certains espoirs chez les acteurs de la solidarité, au fil des semaines, un certain nombre de signaux sont négatifs. Tout d'abord, surprise et déception de ne pas voir apparaître, dans la composition du gouvernement, de portefeuilles dédiés sur les champs de l'enfance, de la famille, des personnes âgées, du logement ou encore de la lutte contre l'exclusion.

L'Uniopss a par ailleurs le sentiment que les préoccupations sociales ne sont pas prioritaires face à la « locomotive économique ». Un sentiment largement renforcé par les « mesures estivales prises sans concertation » et « sans mesure d'impact » comme la baisse de 5 euros des APL et la réduction brutale et drastique des contrats aidés.

D'une manière plus générale, l'Uniopss regrette que l'entrée des dossiers se fasse prioritairement sous un angle économique, avec « une recherche d'efficacité à court terme, écartant et culpabilisant, ceux qui sont à la marge ».

Plusieurs conseillers techniques de l'Union ont illustré ce diagnostic.

Samia Darani conseillère technique « Enfance, Famille, Jeunesse » a souligné le manque de cohérence entre le fait d'annoncer vouloir lutter contre la pauvreté des familles et dans le même temps, de s'attaquer aux APL. Elle est également revenue sur la volonté du

gouvernement de s'inscrire dans une stratégie d'investissement social, tout en pointant le risque « *de miser sur les publics les plus près de s'en sortir.* »

Même son de cloche du côté de Jeanne Dietrich, conseillère technique « Emploi-Logement », qui a salué plusieurs mesures de la stratégie logement du gouvernement annoncée le 20 septembre, comme la volonté de faire baisser les loyers, de construire plus en misant sur un choc par l'offre, ou encore de cibler les zones tendues. Mais elle a également souligné que ce choc de l'offre ne produira ses effets que dans deux ans et demi. Que se passera-t-il entre temps pour les personnes les plus fragiles ? Nul ne le sait...

Dans la suite de sa participation à la réunion organisée par le Premier ministre autour de la lutte contre les exclusions, l'Uniopss a rappelé sa volonté de s'engager dans la co-construction de réformes structurelles et transversales. Tout en sachant que ces réformes ne pourront réussir qu'avec un véritable « *projet social* », impliquant aussi des mesures immédiates, pour que les plus fragiles ne soient pas les éternels oubliés sur le bord du chemin...

Contact presse : Valérie Mercadal – Tél. 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr